**Bonjour,**  
  
Dans le prolongement de mon mèl d'hier je souhaiterais insister, en cette période de crise civlisationnelle et de profondes mutations,sur l'importance de la démocratie et de la nécessaire participation citoyenne (le peuple) pour y faire face.Nous sommes dans une époque de transition entre deux mondes. Mais comme l’indiquait Antonio Gramsci dans ses « lettres de prison », *« c’est lorsque l’ancien se meurt sans que le nouveau parvienne à voir le jour que surgissent les monstres »*. On ne peut exclure cette sinistre hypothèse.

Je partage pleinement ce qu'écrit Edgar Morin dans son livre « La Voie » aux éditions Fayard : *« Le problème crucial de notre temps est celui de la nécessité d’une pensée apte à relever le défi de la complexité du réel, c’est-à-dire de saisir les liaisons, interactions et implications mutuelles, les phénomènes multidimensionnels, les réalités à la foi solidaires et conflictuelles ».* Et Gérald Bronner dans « la démocratie des crédules », rejoint sur ce point Edgar Morin,  *« En ce sens, la complexité du réel est toujours niée au profit de la recherche de la cause unique, et l’on peut s’inquiéter de ce que la pensée contemporaine voit dans le doute et la suspicion généralisée une marque d’intelligence plutôt qu’une faiblesse du discernement ».*

De ce fait, comme l’indique le journaliste Jean Claude Guillebaud dans  « Une autre vie est possible », aux éditions Iconoclaste, *« Une société qui n’est plus « tirée en avant » par une valorisation de l’avenir, une société sans promesse ni espérance, est vouée à se durcir. Ramené à lui-même et cadenassé sur sa finitude, le présent devient un champ clos. Y prévalent les corporatismes inquiets, les frilosités communautaires, les doléances, le chacun pour soi et le cynisme impitoyable.* ».

On voit chaque jour autour de nous se développer de tels comportements. Les élections municipales en ont été l'illustration. Et ce qui est terrible, c'est que la plupart des dirigeants politiques, des parlementaires et des grands élus continuent comme si de rien n'était. Jusqu'à la catastrophe finale... Une séquence électorale est passée et l'on passe à autre chose. C'est pourquoi je faisais référence à Stefan Sweig. A mes yeux il n'y a pas d'autres voies que celle du débat et de la consultation citoyenne.Car le débat argumenté, contradictoire, national, en lui donnant du temps, permet la réflexion, promeut l'intelligence, donne du sens et le sentiment à chaque personne d'être reconnue et respectée. C'est l'absence de débat et de prise en compte de la parole citoyenne qui renferme chacun dans sa "chapelle", dans son univers, sa communauté, etc. Et laisse se développer, par le biais d'internet, toutes les idées, y compris les plus nauséabondes, sans possibilité de pouvoir les contredire par le débat.

Un débat national, au plus près des personnes, a aussi une vertu : celle de mettre en lien de nombreux citoyens, élus locaux, syndicalistes, responsables associatifs qui agissent sur leur territoire pour de nouvelles solidarités.Donc de donner à chacun de la force. Car, et c'est un motif d'optimisme, c'est la présence partout, dans tous les territoires du dynamisme, de la créativité et de l'innovation. C'est pourquoi il faut donner la parole au peuple dont nous faisons partie et dont font partie ces millions de gens engagés dans leur territoire. Nous savons que la plupart des politiques (je rajouterai aussi des syndicalistes, mais aussi des responsables de nos administrations), les élites, malgré leurs discours, ont peur de l'expression directe des citoyens.

L'UNADEL grandira en audience si elle porte aussi, comme d'autres, l'exigence d'un débat et d'une consultation nationale sur la réforme territoriale. Ce sera aider à ce qu'il y ait une véritable réforme, une réforme qui soit acceptée par une majorité de nos concitoyens. Car soyons conscient  que, sans un tel débat, les élections régionales et cantonales de l'an prochain vont se faire par un grand nombre de candidat sur le thème de la défense des départements et des régions. Avec en embuscade, le parti dont on parle beaucoup en ce moment.

En m'excusant pour la longueur.

Amicalement

JCM

*PS: Quelques pistes (qui sont certainement à améliorer) que j'ai développé auprès de parlementaires:*1)  le débat doit être national, dans tous les territoires, avec participation des citoyens et vote par référendum. Et qu'il le soit sous le contrôle du parlement. Que le parlement reprenne la main. Tout est à remettre à plat.

2) Mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour valider ou non un certain nombre d'idées sur lesquelles s'appuie le Gvt pour justifier ses propositions, notamment celui des économies qui seraient réalisés, des doublons, etc. Il suffit d'auditionner un certain nombre de personnes (Datar, Cour des Comptes, INSEE, ministères, association d'élus, etc).

3)  Constitution d'une commission nationale indépendante, à l'initiative du Parlement, constituée d'une soixantaine de membres (universitaires de différentes disciplines(15), acteurs du développement local et territorial(15), syndicalistes et acteurs économiques et de l'éducation(15) et élus territoriaux des différentes strates (15)) issus des différentes régions de France, choisis par consensus des différents groupes du parlement. Bannir les hauts fonctionnaires, tous les technocrates de Bercy et de la Cour des comptes ainsi que les associations d'élus (chacune défendant son pré carré). Cette commission va pendant 8 mois en ayant les moyens nécessaires à sa disposition, prendre connaissance de tous les travaux existants, auditionner et réfléchir aux différentes hypothèses possibles pour l'évolution de notre organisation territoriale et institutionnelle. A l'issue des travaux, un relevè de conclusions sera rendu public.

4) Un débat national (6 à 8 mois?) sera lancé avec envoi du relevé de conclusions à chaque citoyen, l'organisation dans chaque département et dans plusieurs lieux de celui-ci de débats citoyens, l'utilisation de plateformes collaboratives par internet, l'information régulière par la presse des réflexions en cours, etc.

5) La commission nationale indépendante recevra toutes les réflexions qui remonteront des territoires et établira un relevé de celles-ci avec les hypothèses retenues par ordre d'importance. Le Parlement reprendra ces réflexions et les portera à la connaissance de la Nation.

6) Un référendum sera organisé dans un délai de 3 mois ou plus (?) avec débat national (utilisation de la TV, prises de positions des partis, etc). Le relevé des discussions avec les questions (hypothèses retenues par la commission) parviendront à chaque citoyen en vue du référendum.

*D'ici 2107, il y a largement le temps de mener le débat. Donner du temps à la démocratie, ce n'est pas perdre son temps, c'est être efficace*